

Burundi : le parti d'opposition MSD suspendu pour quatre mois

@rib News, 15/03/2014 â€“ Source AFPAprès les violents affrontements survenus à Bujumbura il y a une semaine, le MSD se voit accusé d'insurrection et est condamné à fermer ses locaux et suspendre ses activités. Nous avons obtenu une ordonnance de suspension d'activités du MSD pour une durée de quatre mois, conformément à l'article 62 de la loi sur les partis politiques et à une décision du Conseil national de sécurité de vendredi», a déclaré le Ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana (photo).

Selon l'ordonnance ministérielle, lue à la télévision nationale, le président du MSD a appelé ses militants à des actes d'insurrection, de haine et de violence et ses militants en compagnie de leur président Alexis Sinduhije se sont rendus coupables d'actes de barbarie en enlevant, en séquestrant, en déshabillant des policiers. Les activités du MSD sont suspendues pour une durée de quatre mois et ses locaux fermés sur toute l'étendue de la République», selon ce texte. Le secrétaire général du MSD, François Nyamoya, a appelé les militants à respecter cette décision tout en la qualifiant d'injuste. Samedi (le 8 mars), nos militants étaient en train de revendiquer leurs droits dans le calme quand ils ont été pris à parti par une police aux ordres», a-t-il affirmé, ajoutant : «on était déjà suspendu car le pouvoir nous interdit systématiquement de manifester et même de tenir de simples réunions». Mercredi, la justice burundaise a inculpé d'insurrection, une infraction passible de la perpétuité, le chef du MSD, l'ancien journaliste Alexis Sinduhije, et 71 militants de son parti, arrêtés lors d'affrontements qui les ont opposés à la police, qui avait fait usage d'armes à feu. Ces affrontements, à l'ampleur inédite depuis les violences de 2010, risquent d'aggraver la tension dans ce pays sorti en 2006 de plus de 10 ans de guerre civile. Des élections générales doivent avoir lieu en 2015. Le gouvernement a rejeté et déploré vendredi le parti pris de la communauté internationale, en réaction aux critiques formulées par l'ONU, l'Union européenne et les Etats-Unis après les violents affrontements entre l'opposition et la police. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déploré jeudi les restrictions croissantes à la liberté d'expression et de rassemblement. Mercredi, l'Union européenne avait exprimé son inquiétude face à la montée de la tension politique au Burundi, le département d'Etat américain déplorant un usage excessif de la force.